

Bruxelles, le 5 novembre 2020

Premier vice-président exécutif Frans Timmermans  
Commissaire à la santé et à la sécurité alimentaire Stella Kyriakides  
Commissaire à l'agriculture Janusz Wojciechowski,  
Commissaire à l'environnement, aux océans et à la pêche Virginijus Sinkevičius

**Objet:** Interdire l'exportation de pesticides interdits et l'importation d'aliments produits avec ces produits chimiques

Cher premier vice-président exécutif, chers commissaires,

Nous, les organisations de la société civile soussignées, vous écrivons pour vous demander d'interdire non seulement l'exportation de pesticides dangereux qui sont interdits dans l'UE, mais également l'importation de produits alimentaires et agricoles produits avec de tels pesticides en dehors de l'UE.

### **Exportation de pesticides interdits**

En juillet de cette année, 36 experts des droits de l'homme des Nations Unies ont publié une déclaration<sup>1</sup> appelant l'UE et d'autres pays riches à mettre fin à la pratique « déplorable » d'exporter des produits chimiques toxiques interdits, y compris des pesticides, vers des pays plus pauvres aux réglementations plus faibles.

Une enquête approfondie<sup>2</sup> a montré que, rien qu'en 2018, les États membres de l'UE ont approuvé l'exportation de plus de 81000 tonnes de pesticides contenant 41 produits chimiques dangereux qui ont été interdits à des fins agricoles dans l'UE, afin de protéger la santé humaine et / ou l'environnement.

La plupart des exportations de ces pesticides dangereux sont allées vers des pays à revenu faible ou intermédiaire, qui n'ont pas la capacité de contrôler les risques des substances tout au long de leur cycle de vie, et où ils entraînent des violations généralisées des droits de l'homme et des effets dévastateurs sur la santé humaine, la biodiversité, les écosystèmes et l'environnement<sup>3</sup>.

Dans ce contexte, nous saluons l'engagement de la Commission européenne, dans le cadre de la stratégie pour la durabilité des produits chimiques<sup>4</sup>, à «garantir que les produits chimiques dangereux interdits dans l'Union européenne ne soient pas produits pour l'exportation», et dans le cadre de l'évaluation REFIT<sup>5</sup> des règlements sur les pesticides et les LMR à «utiliser toute sa diplomatie, sa politique commerciale et ses instruments de soutien au développement » pour promouvoir une élimination mondiale des pesticides qui ne sont plus approuvés dans l'UE.

Bien que nous reconnaissons qu'une interdiction de l'UE sur ces exportations ne conduira pas à elle seule à une interdiction mondiale, nous sommes fermement convaincus qu'une transition mondiale loin de l'utilisation de pesticides dangereux ne peut être accomplie que si l'UE prend les devants et arrête ces exportations.

---

<sup>1</sup> <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26063&LangID=E>

<sup>2</sup> <https://unearthed.greenpeace.org/2020/09/10/banned-pesticides-eu-export-poor-countries/>

<sup>3</sup> <https://www.ohchr.org/EN/Issues/Environment/ToxicWastes/Pages/Pesticidesrighttofood.aspx>

<sup>4</sup> <https://ec.europa.eu/environment/pdf/chemicals/2020/10/Strategy.pdf>

<sup>5</sup> <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52020DC0208>

## **Importation d'aliments produits avec des pesticides interdits**

Certains de ces pesticides dangereux reviennent en Europe sous forme de résidus dans les aliments importés. En fait, les pays qui sont les principales sources<sup>6</sup> de produits agroalimentaires importés de l'UE figurent tous parmi les principales destinations des exportations de pesticides interdits par l'UE.

Comme l'ont montré des recherches récentes<sup>7</sup>, les résidus de 74 pesticides interdits dans l'UE ont été retrouvés dans des aliments testés sur le marché européen en 2018. Parmi les pesticides concernés, 22 ont été exportés depuis l'Europe la même année.

L'importation d'aliments traités avec des pesticides interdits dans l'UE met les agriculteurs européens dans une position de concurrence déloyale. Il met également en péril la santé des travailleurs agricoles, de la population et celle de l'environnement dans les pays producteurs, et peuvent même mettre en danger la santé des consommateurs européens.

L'UE devrait veiller à ce qu'aucun pesticide interdit ne soit autorisé en tant que résidu dans les produits alimentaires et agricoles mis sur le marché européen.

### **Exemple français**

En 2018, la France a inscrit dans la loi<sup>8</sup> une interdiction de la production, du stockage, de la distribution et de l'exportation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives qui n'ont pas été approuvées dans l'UE pour des raisons liées à la protection de la santé humaine ou de l'environnement, à compter de janvier 2022. Cette interdiction s'appliquera également à l'importation d'aliments produits avec de tels pesticides.

Nous vous demandons de suivre cet exemple et de prendre d'urgence des mesures pour interdire à la fois l'exportation de tous les pesticides interdits dans l'UE afin de protéger la santé humaine ou l'environnement, et l'importation de produits alimentaires et agricoles fabriqués avec ces pesticides.

### **Élimination mondiale des pesticides dangereux**

Le maintien de la pratique actuelle serait en contradiction avec le Green Deal européen et l'engagement de la Commission dans le cadre de la stratégie de la ferme à l'assiette - et de la plus récente stratégie chimique - de promouvoir des normes de sécurité et de durabilité en dehors de l'UE afin de parvenir à des systèmes alimentaires durables ses frontières, mais aussi à l'extérieur ».

L'UE a un rôle de chef de file mondial à jouer sur ces questions et peut aider à parvenir à un consensus international sur le fait que ces pratiques odieuses, qui aboutissent à la discrimination et à l'exploitation, doivent cesser. Cet objectif pourrait être atteint en établissant un nouveau mécanisme des Nations Unies pour promouvoir l'élimination des pesticides hautement dangereux à l'échelle mondiale en coopération avec la FAO, l'OMS, le PNUE et l'OIT.

Bruxelles, 05/11/2020

---

<sup>6</sup> [https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/trade/documents/monitoring-agri-food-trade\\_oct2019\\_en\\_1.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/trade/documents/monitoring-agri-food-trade_oct2019_en_1.pdf)

<sup>7</sup> <https://www.pan-europe.info/press-releases/2020/09/banned-and-hazardous-pesticides-european-food-report-highlights>

<sup>8</sup> <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000037547946/>

Signataires internationaux



Signataires nationaux



## **Signataires par ordre alphabétique**

### Internationaux

Agroecology Europe  
Center for International Environmental Law (CIEL)  
ClientEarth  
Corporate Europe Observatory (CEO)  
European Federation of Food, Agriculture and Tourism Trade Unions (EFFAT)  
European Coordination Via Campesina (ECVC)  
European Environmental Bureau (EEB)  
European Network of Scientists for Social and Environmental Responsibility (ENSSER)  
European Professional Beekeepers Association (EPBA)  
Fair Trade Advocacy Office  
Fairtrade International  
Food & Water Action Europe  
foodwatch  
Greenpeace European Unit  
Health and Environment Alliance (HEAL)  
Health Care Without Harm (HCWH) Europe  
Health and Environment Justice Support (HEJ Support)  
Institute for Agriculture and Trade Policy Europe (IATP)  
International Society of Doctors for the Environment (ISDE)  
International Union of Food, Agricultural, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers' Associations (IUF)  
Justice Pesticides  
Navdanya International  
Pesticide Action Network Europe  
Pesticide Action Network International  
Slow Food Europe  
WECF International

### Nationaux

Arnika  
Association de défense de l'environnement et de la nature de l'Yonne (ADENY)  
Association of Ethical Shareholders Germany Austrian Doctors for the Environment (AeGU) Biopark e.V.  
BUND/Friends of the Earth Germany Bundesverband Naturkost Naturwaren (BNN) e.V. Christian Initiative Romero (CIR)  
Colibri Association  
Coordination gegen BAYER-Gefahren Earth Thrive  
Earth Trek/Zemljane staze ECOCITY  
Ecodesign Competence Centre Eco-Hvar  
Ecologistas en Acción

Ernährungsrat München Estonian Green Movement  
FDCL - Center for Research and Documentation Chile-Latin America Fodesam  
Framtiden i våre hender  
Generations futures  
Gen-ethische Netzwerk (GeN)  
GENUK e.V. [Gemeinnütziges Netzwerk für Umweltkranke] GLOBAL 2000  
GLS - Zukunftsstiftung Landwirtschaft GMWatch  
Hogar sin Tóxicos (Fundación Vivo Sano) Inkota  
Institut Marquès  
Integrated Resources Management Co ltd (IRMCo) ISDE Italy  
Latvian Fund for Nature Neo-Agri  
Oxfam Germany  
Pesticide Action Network Germany Pesticide Action Network Italy Pesticide Action Network  
Netherlands Pesticide Action Network UK POLLINIS  
PowerShift e.V.  
Public Eye  
SNA- Syndicat national d'Apiculture  
SÜDWIND e. V. – institute for economy and ecumenism The Cancer Prevention and Education Society  
The Federation of the Romanian Beekeeping Associations (ROMAPIS) Vamos  
Via Pontica Foundation WECF france  
WECF -Germany  
ZERO – Associação Sistema Terrestre Sustentável